

des programmes de construction. Dans les régions économiquement faibles comme il y en a probablement beaucoup au Canada, les possibilités actuelles devraient être consolidées afin de compenser autant que possible les conséquences affaiblissantes que je prévois dans le budget déposé par le ministre des Finances (M. Sharp).

En parlant de ma circonscription comme une sorte de cas d'espèce, monsieur l'Orateur, je dirai que les exigences d'infrastructure telles que les quais des opérations de dragage et d'autres aménagements destinés à consolider l'industrie de la pêche devraient être comblées. En plus, on devrait se lancer sans hésiter dans des projets pour stimuler l'industrie touristique très importante de la région. L'accroissement de notre flotte de pêche tant à l'égard du nombre que de la dimension des bateaux, rend insuffisantes les installations actuelles et fait naître le besoin de nouvelles installations côtières.

Le gouvernement peut encourager des opérations importantes, y compris des usines de transformation de poisson qui exigent de vastes quantités d'eau fraîche, en aidant à fournir des approvisionnements d'eau aux villes et aux régions qui n'ont pas les moyens de se procurer pareilles installations mais qui, autrement, conviendraient très bien comme emplacements pour de telles usines et autres entreprises industrielles secondaires.

L'industrie touristique est un autre domaine où l'aide fédérale sur une plus grande échelle pourrait beaucoup aider à atténuer l'effet dépressif du budget sur les régions comme celle de Shelburne-Yarmouth-Clare. A cet égard j'aimerais mentionner le nouveau parc national en Nouvelle-Écosse, connu d'abord sous le nom de parc de l'Ouest de la Nouvelle-Écosse et qui a pris aujourd'hui le nom de parc national Kejimkujik—sans doute parce qu'il n'a pas été prolongé jusqu'à la partie ouest de la Nouvelle-Écosse, point d'entrée des touristes qui viennent des États-Unis par mer et par air. Ce parc devrait être agrandi pour inclure une partie du refuge limitrophe de gibier de Tobeatic, qui occupe une partie des comtés de Digby-Yarmouth et de Shelburne.

S'inspirant du programme de construction des routes d'accès aux ressources, on devrait construire des routes menant au parc à partir des villes de Shelburne, Yarmouth et Digby. L'assistance fédérale stimulerait considérablement l'industrie touristique et, en fournissant un accès facile à de beaux endroits récréatifs, rendrait les villes de la circonscription plus attrayantes comme emplacements pour l'industrie secondaire, indispensable à l'élargissement de la base économique. Pour que l'industrie touristique se développe au

maximum, il faut des moyens de transport convenables et je suis déçu de voir combien peu le gouvernement se préoccupe de les améliorer.

Sauf erreur, l'aéroport de Yarmouth ne sera pas amélioré avant 1970 pour en relever les normes, comme il convient à un endroit où arrive un nombre toujours plus élevé de touristes américains. En outre, le service entre les États-Unis et l'Ouest de la Nouvelle-Écosse ne sera pas doté avant 1970 d'avions modernes du types D-9. Au lieu de remettre ces projets, on devrait y donner suite le plus tôt possible.

Le second service de transbordeurs entre les États-Unis et l'Ouest de la Nouvelle-Écosse, indispensable tant pour l'industrie touristique que pour l'exportation de nos produits de la pêche, semble prendre beaucoup de temps à devenir une réalité. Ce retard ralentit la transformation de notre littoral océanique en région touristique. A noter que le tourisme a rapporté à la Nouvelle-Écosse environ 58 millions de dollars en 1965 et que la valeur totale du poisson débarqué s'est élevée à 48 millions de dollars la même année. Ces chiffres donnent une idée des perspectives du tourisme.

Ce programme d'aide à court terme du gouvernement fédéral, pour une région où la température économique est basse au sein d'une zone semblable—en y apportant des changements appropriés pour répondre à des circonstances précises—devrait être une politique du gouvernement aux termes de ce budget dans toutes les régions et les zones semblables du pays. J'espère que le gouvernement mettra une telle politique en œuvre par l'intermédiaire de ses ministères et organismes divers.

Ce serait simplement éviter que les revenus des régions désavantagées baissent au point de nécessiter des aumônes qui coûteraient beaucoup plus cher que d'y accroître les moyens de production et d'y permettre un niveau économique égal à celui du reste du pays.

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, il est assez amusant, pour un nouveau député, d'entendre un adepte du gouvernement parler en termes élogieux du budget présenté par le ministre des Finances (M. Sharp), puis un député de l'opposition critiquer violemment le budget et tourner le ministre des Finances en ridicule. La vérité se situe sans doute entre les louanges et le blâme. Il ne fait guère de doute que l'état de notre économie est fort différent de ce qu'il était depuis quelque temps. Si l'on songe que nous venons de terminer notre deuxième année où le produit national brut s'est accru